



Conseil économique et social

Distr. générale
6 décembre 2013
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-huitième session

10-21 mars 2014

Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale
intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle » : réalisation
des objectifs stratégiques, mesures à prendre dans les
domaines critiques et autres mesures et initiatives

Déclaration présentée par le Center for Social Research, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

13-59791X (F)



Merçi de recycler 



Déclaration

Les objectifs du Millénaire pour le développement n'ont pas réussi à résoudre le déséquilibre omniprésent entre les sexes en Inde. Alors que la date butoir pour atteindre les objectifs, en 2015, se rapproche, les problèmes liés à l'égalité des sexes continuent à être laissés de côté et la discrimination envers les femmes est encore la norme dans tout le pays. Les femmes indiennes sont défavorisées, victimes de discrimination, et marginalisées dans tous les aspects de leur vie, ce qui réduit leur capacité à s'engager dans la société et à être pleinement et également citoyennes.

La réalisation de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes sont nécessaires à la réalisation des droits des femmes. La question de l'égalité entre les sexes recoupe également d'autres problèmes liés au développement. La réalisation de la liberté et de l'égalité pour les femmes est indispensable afin de faciliter le développement économique et social en Inde et dans le monde. L'Inde est confrontée à un certain nombre de problèmes particuliers qui font obstacle à la réalisation de l'égalité entre les sexes et à la mise en œuvre des objectifs.

La dévaluation des femmes et des filles est démontrée par le nombre de naissances des filles par rapport à celui des garçons, qui est tombé à 914 pour 1 000 en 2011. C'est le taux le plus bas depuis que l'Inde a gagné son indépendance. Il manque environ 600 000 filles par an du fait d'avortements sélectifs en fonction du sexe.

Le fossé entre les hommes et les femmes est également évident en ce qui concerne l'éducation, l'emploi et la santé. Malgré une certaine amélioration du niveau de l'éducation en Inde, l'éducation des filles est encore sous-évaluée et le taux d'alphabétisation des femmes est inférieur de 17 % à celui des hommes. Le manque d'éducation et la discrimination constante des femmes entraînent leur marginalisation dans le monde de l'emploi. Les femmes sont, dans une très grande mesure, reléguées au secteur informel, où elles ont moins de sécurité de l'emploi et sont moins bien payées. Les femmes sont également exclues des positions de pouvoir : 9 000 grandes entreprises sont recensées en Inde, mais seules 400 femmes font partie des conseils d'administration. Les femmes indiennes sont aussi plus susceptibles que les hommes de souffrir d'une mauvaise santé et de recevoir moins de soins médicaux. Plus de la moitié des femmes souffrent d'anémie et le taux de mortalité maternel est de 200 pour 100 000 grossesses menées à terme.

Bien que la représentation politique des femmes fasse partie des buts clairement définis par les objectifs, les femmes continuent à être sous-représentées parmi les dirigeants politiques et les élus. La représentation des femmes est actuellement juste au-dessus de 10 % au Parlement national et 7 % dans les assemblées d'États.

Enfin, les femmes sont confrontées à différents problèmes de sécurité et de sûreté, et les crimes commis contre les femmes sont en augmentation. Les violences faites aux femmes commencent dès avant leur naissance sous la forme d'avortements sélectifs en fonction du sexe et perdurent tout au long de leur vie. Les femmes sont victimes de la violence domestique, de la violence liée à la dot, de harcèlement et d'agressions sexuelles, de mariages forcés, de mariages d'enfants et de viol, ce dernier étant le crime qui augmente le plus rapidement en Inde. Plus d'un tiers des femmes indiennes font l'expérience de la violence au moins une fois au cours de leur vie.

Les objectifs n'ont pas réussi à résoudre le déséquilibre omniprésent entre les sexes dans la société indienne. Il est inadmissible que les femmes continuent à être marginalisées et victimes de discrimination. C'est une question de droits de l'homme et de développement, et il doit figurer dans le programme de développement post-2015. Les Nations Unies doivent reprendre les efforts pour réaliser la Plateforme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et donner la priorité à l'investissement et au renforcement des organisations de défense des droits de la femme. Il est nécessaire de le faire pour renforcer les voix des femmes au niveau local et international, et pour s'assurer de l'engagement actif de la société civile.

Nous voudrions souligner que les organisations de défense des droits de la femme ont souvent été exclues des débats concernant les objectifs, qui se concentraient sur les actions gouvernementales. Cette approche n'a pas été à même de résoudre les problèmes de développement, en particulier en ce qui concerne les femmes. Le programme de développement post-2015 ne doit pas, lui, exclure les organisations de défense des droits de la femme. Le processus doit impliquer des militantes d'organisations de défense des droits de la femme et d'autres acteurs de la société civile et s'efforcer de renforcer les mouvements féministes et les initiatives visant à réaliser l'égalité entre les hommes et les femmes.

Enfin, nous aimerions attirer l'attention sur la question de l'accès des femmes aux postes à responsabilité, qui ne fait pas l'objet de suffisamment d'attention et qui reste problématique dans la plupart des pays démocratiques. Nous sommes fermement convaincus que, tant que les femmes ne seront pas représentées à tous les niveaux de direction, le programme de développement restera un rêve lointain.

L'inégalité entre les hommes et les femmes concerne 50 % de la population mondiale et c'est une question qui recoupe des efforts en faveur du développement économique et social. Elle ne doit plus être ignorée ni négligée par les gouvernements, les nations Unies et la communauté internationale. Le programme de développement post-2015 doit être un programme féministe, et les femmes doivent jouer un rôle majeur dans sa conception et sa mise en œuvre afin de réaliser de véritables progrès en termes d'objectifs de développement nationaux et internationaux.
